une déclaration à la Chambre au sujet de la nouvelle selon laquelle une réunion groupera à Ottawa, cet automne, les pays qui, avec le Canada, voudraient établir un mécanisme de maintien de la paix auquel les Nations Unies pourraient faire appel? Cette nouvelle est-elle fondée et le premier ministre pourrait-il renseigner la Chambre à ce sujet?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la question est à l'étude. Des entretiens ont eu lieu par les voies diplomatiques et nous pourrions, mon honorable ami, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, ou moi-même, faire rapport sous peu à la Chambre.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

APPLICATION DES RECOMMANDATIONS RELATIVES À LA CRIMINALITÉ CHEZ LES JEUNES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eldon M. Woolliams (Bow-River): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Justice, mais il est possible qu'il ne puisse y répondre aujourd'hui. J'ai inscrit au *Feuilleton* une question se rapportant au nombre d'adolescents détenus dans les pénitenciers du Canada. La réponse indiquait qu'un enfant de moins de 14 ou 15 ans y était détenu. Son ministère songe-t-il à donner suite aux recommandations de la commission royale d'enquête au sujet de l'enquête sur la délinquance juvénile, et surtout à prendre des mesures au sujet des enfants de cet âge qui sont envoyés dans les pénitenciers du Canada?

L'hon. Guy Favreau (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable député d'avoir porté cette affaire à ma connaissance.

L'EAU

LAC ONTARIO—POLLUTION ATTRIBUABLE AUX CARBURES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. D. Alkenbrack (Prince-Edward-Lennox): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre des Transports une question dont je lui ai envoyé un préavis. Étant donné l'abondante pollution des eaux et des rivages du lac Ontario bornant les circonscriptions de Prince-Edward et de Lennox, pollution causée, paraît-il, par le déversement inconsideré de déchets huileux par les navires circulant sur le lac, ce qui détériore nos plages, l'industrie touristique, la pêche et la chasse, le ministre s'enquerra-t-il de l'origine de cette pollution et mettra-t-il en œuvre tous les moyens en son pouvoir pour appréhender et poursuivre en justice les coupables

de cette violation flagrante et barbare de la loi, pour la faire cesser?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Je suis fortement opposé à la pollution, monsieur l'Orateur, et je ferai tout ce que je peux à ce sujet.

L'INDUSTRIE

PETERBOROUGH (ONT.)—DÉMÉNAGEMENT PARTIEL D'UNE USINE AUX ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Fred F. Stenson (Peterborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie. Sait-il que l'usine Fisher Gauge de Peterborough transfère aux États-Unis une partie de son exploitation à cause de la taxe de vente de 11 p. 100 qui sera imposée sur les machines de production? J'aimerais en outre lui demander si son ministère a communiqué avec cette usine de Peterborough?

L'hon. C. M. Drury (ministre de l'Industrie): Oui, monsieur l'Orateur, mes fonctionnaires sont en pourparlers depuis quelque temps avec l'usine Fisher Gauge de Peterborough. Nous connaissons les facteurs qui ont poussé les propriétaires à songer à transférer une partie de leur exploitation aux États-Unis. Je crois qu'il serait déplacé et inexact de dire que la taxe de vente de 11 p. 100 est l'unique facteur responsable. Il y a un certain nombre de facteurs complexes et nous cherchons à aplanir autant de difficultés que possible pour essayer de prévenir ce déménagement.

M. Winkler: En avez-vous parlé au ministre des Finances?

M. Stenson: Une question supplémentaire. Il paraît que des inspecteurs du ministère du Revenu national ont visité l'usine. Quelles recommandations ont-ils présentées à ce sujet au service du ministre ou au ministère du Revenu national? Je crois avoir demandé ce renseignement au ministre, ainsi qu'au ministre du Revenu national, il y a quelque temps, mais je ne l'ai pas encore reçu.

L'hon. M. Drury: Monsieur l'Orateur, je ne pense pas que l'honorable député veuille vraiment que je révèle les recommandations faites à un ministère par un autre.

M. D. V. Pugh (Okanagan-Boundary): Une question supplémentaire au ministre des Finances. Il y a quelque temps, je lui ai demandé s'il établissait une ventilation des revenus que le gouvernement retire de cette taxe de 11 p. 100. Je lui pose de nouveau cette question.